

ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Revues scientifiques prédatrices Question écrite n° 11173

Texte de la question

M. Philippe Berta attire l'attention de Mme la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, sur les résultats de l'enquête journalistique menée par la collaboration internationale « Fake sciences », à laquelle a notamment participé le quotidien français Le Monde. Les entreprises éditant des revues scientifiques prédatrices et organisant de fausses conférences scientifiques connaîtraient actuellement une forte expansion. Environ 10 000 revues seraient concernées et 400 000 articles, représentant jusqu'à 2 % à 3 % des index des grandes bases de données scientifiques. La France ne serait pas épargnée puisqu'elle figurerait parmi les 10 plus gros contributeurs de l'une des revues pointées par la collaboration « Fake sciences », et dans les vingt premiers d'une seconde. Ces chiffres incluent, en plus des publications frauduleuses que le ministère est en mesure d'identifier via les frais associés, les publications pour lesquels des chercheurs français sont cosignataires et celles financées en propre par les chercheurs. La liste blanche des publications, si elle est un repère utile, ne semble donc pas suffisante. Les conséquences de ces publications ne faisant pas l'objet d'une revue des pairs sont graves et multiples. Ces articles peuvent accréditer des thèses scientifiquement infondées, par exemple climatosceptiques ou créationnistes, mais ils peuvent également engendrer des désastres sanitaires lorsqu'ils portent sur de faux médicaments vendus sur internet ou sur la vaccination, et risquent d'entacher de futurs travaux de recherche qui s'appuieraient sur des conclusions frauduleuses. Il lui demande si une réflexion est en cours pour renforcer l'arsenal juridique contre ces revues prédatrices et contribuer ainsi à renforcer la confiance du public vis-à-vis des chercheurs.

Données clés

Auteur: M. Philippe Berta

Circonscription: Gard (6e circonscription) - Mouvement Démocrate et apparentés

Type de question : Question écrite Numéro de la question : 11173 Rubrique : Recherche et innovation

Ministère interrogé : Enseignement supérieur, recherche et innovation

Ministère attributaire : Enseignement supérieur et recherche

Date(s) clée(s)

Date de signalement : Question signalée au Gouvernement le 24 septembre 2018

Question publiée au JO le : 24 juillet 2018, page 6551 Question retirée le : 21 juin 2022 (Fin de mandat)